

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société IWT (Industrial Water Treatment)
Commune de VILLERS-SAINT-PAUL**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 32 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008 modifiant les prescriptions réglementant le fonctionnement de la société SUEZ Eau Industrielle à Villers-Saint-Paul ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2023 imposant notamment un bilan hydraulique et massique des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per – polyfluoroalkylées -) et une évaluation des risques sanitaires à la société IWT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2024 mettant à jour l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2023 imposant notamment un bilan hydraulique et massique des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances per- polyfluoroalkylées -) et une évaluation des risques sanitaires à la société IWT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu les résultats d'autosurveillance transmis mensuellement à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement issus des analyses menées depuis juillet 2023 sur la recherche des substances et composés organiques fluorés dans les eaux issues de la station d'épuration de la plate-forme de Villers-Saint-Paul dans le cadre des arrêtés préfectoraux complémentaires susvisés ;

Vu les résultats des analyses sur les déchets liquides entrants externes à la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul transmis le 3 octobre 2024 par courriel à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 août 2022 autorisant la société Industrial Water Treatment à reprendre l'exploitation des installations de la société SUEZ Eau Industrielle sur la commune de Villers-Saint-Paul ;

Vu le courrier du 25 juin 2025 dans lequel la société IWT propose des flux annuels maximum de PFAS rejetés en sortie de la station d'épuration de la plate-forme de Villers-Saint-Paul ;

Vu le courriel adressé le 22 décembre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel les 30 décembre 2025 et 22 janvier 2026 ;

Vu l'évaluation des risques sanitaires référencée R-25-09-009 – Rév.1 de novembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société IWT réalise les activités suivantes sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul :
 - le pompage dans la rivière Oise et la transformation de l'eau (eau filtrée, déminéralisée ou décarbonatée) pour la distribution d'eau brute ou de process aux entreprises de la plate-forme ;
 - la gestion des réseaux d'eaux pluviales de la plate-forme ;
 - l'exploitation d'une station d'épuration industrielle collective qui traite les effluents provenant des entreprises de la plate-forme ou d'entreprises extérieures ;
 - le traitement d'effluents extérieurs ;
2. Depuis le mois de juillet 2023, des analyses pour recherche de PFAS (substances per-polyfluoroalkylées) ont été réalisées au niveau des rejets de la station d'épuration ainsi que dans les effluents envoyés par les sociétés raccordées à la station d'épuration pour traitement ;
3. Les résultats de ces analyses ont fait apparaître que la quantité de PFAS rejetée par la station d'épuration est notamment liée aux activités propres à la société IWT et à la réception de déchets liquides d'entreprises extérieures à la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul ;
4. La société IWT a proposé un flux maximal annuel de PFAS rejeté en sortie de la station d'épuration de la plate-forme chimique ;
5. Depuis le mois d'avril 2024, des analyses pour recherche de PFAS (substances per-polyfluoroalkylées) ont été réalisées au niveau des rejets des eaux pluviales de la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul ;
6. Les résultats de ces analyses ont fait apparaître que la quantité de PFAS rejetée dans les eaux pluviales n'est pas négligeable ;
7. L'exploitant indique qu'une partie des eaux pluviales rejetées au niveau de la plate-forme a une origine externe à la plate-forme ;
8. Il convient de fiabiliser ces données en imposant une surveillance des rejets en PFAS dans les eaux pluviales ainsi qu'une étude sur la gestion des eaux pluviales rejetées au niveau de la plate-forme ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : IDENTIFICATION

La société IWT, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé route de la Centrale 69700 GIVORS est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées rue Frédéric Kuhlman à Villers-Saint-Paul (60 870).

ARTICLE 2 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 6 mai 2024	Tous	Supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 décembre 2023	Tous	Supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008	Article 4.3.2.1	Complété par l'article 6 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008	Article 4.3.8	Complété par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008	Article 9.2.2	Complété par l'article 5 du présent arrêté

ARTICLE 3 : LISTE DES SUBSTANCES PER- OU POLYFLUOROALKYLÉES (PFAS)

L'exploitant établit la liste des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation.

Cette liste comprend a minima les composés mentionnés aux annexes 1 (annexe publique) et 2 (annexe confidentielle) du présent arrêté.

Cette liste est mise à jour dès que nécessaire et notamment en fonction de l'évolution des effluents tiers reçus dans les conditions de l'article 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 complété par l'article 7 du présent arrêté.

Cette liste à jour est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION

Les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles traitées par la station d'épuration, les valeurs limites en flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Paramètres	Flux maximal annuel ⁽³⁾
Somme des PFAS ⁽¹⁾ hors TFA	8 kg/an
Dont somme des 28 PFAS ⁽²⁾	4 kg/an
TFA	2 kg/an

⁽¹⁾ Somme des PFAS listés à l'article 3 du présent arrêté

⁽²⁾ Les substances désignées « somme des 28 PFAS » sont celles qui sont référencées aux points 2° et 3° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

⁽³⁾ Le flux annuel de PFAS est applicable à compter du 1^{er} janvier 2026

ARTICLE 5 : AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES ET PLUVIALES

Les dispositions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008 sont complétées par les dispositions suivantes :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Eaux résiduaires après épuration issues du rejet vers le milieu récepteur : N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
PFAS ⁽¹⁾	Mensuelle
Eaux pluviales issues des rejets vers le milieu récepteur : N° 2 et 3 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
PFAS ⁽¹⁾	Mensuelle

⁽¹⁾ Substances listées à l'article 3 du présent arrêté.

Les prélèvements et les analyses concernant les substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) sont réalisés selon les modalités fixées par l'article 4 l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité de l'installation.

Sauf impossibilité technique les prélèvements sont proportionnels au débit.

En cas d'impossibilité technique, l'exploitant propose un mode de prélèvement qui permet de constituer un échantillon représentatif de l'activité. Cette proposition justifiée est communiquée à l'inspection des installations classées. Les arguments techniques de cette proposition permettent de prouver que le mode de prélèvement est représentatif du flux qui sera produit pendant une période de temps étudiée.

Les résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014.

A minima une fois par an suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet une évaluation démontrant la conformité de ses émissions mesurées de PFAS au regard des prescriptions de l'article 4 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ADMISSION D'EFFLUENTS TIERS

L'article 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 juillet 2008 susvisé est complété comme suit :

[...]

Dans le cadre de cette procédure, l'exploitant de la station d'épuration doit obtenir :

- le type d'activité du producteur et de l'atelier dont est issu l'effluent ;
- le processus d'obtention de l'effluent ;
- par le producteur, une fiche d'identification de l'effluent à traiter, y compris les substances particulières contenues et notamment la quantité de substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances per- polyfluoroalkylées) précisé à l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 7 : ÉTUDE DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE PFAS

L'exploitant réalise une étude technico-économique portant sur la réduction des émissions de PFAS avant rejet des eaux résiduaires traitées par la station d'épuration. Cette étude porte sur l'ensemble des PFAS listés à l'article 3 du présent arrêté.

Cette étude décrit les techniques de traitement existantes, et une estimation des coûts de mise en œuvre de façon graduée selon les objectifs suivants :

- une réduction des émissions de 30 % par rapport aux valeurs limites en flux définies à l'article 4 du présent arrêté ;

- une réduction des émissions de 70 % par rapport aux valeurs limites en flux définies à l'article 4 du présent arrêté ;
- tendre vers la fin des rejets en PFAS.

Cette étude est transmise à Monsieur le Préfet de l'Oise avant le 31 décembre 2026, associée à un échéancier de réalisation des actions permettant de réduire les émissions.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

En cas de parution d'une valeur toxicologique de référence concernant les PFAS listés à l'article 3 du présent arrêté, l'exploitant met à jour l'évaluation des risques sanitaires du site sous un délai maximum de 3 mois.

Les valeurs toxicologiques de référence sont à considérer au sens de la note d'information n° DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014.

ARTICLE 9 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

L'exploitant réalise une étude visant à définir :

- la part des différents flux d'eaux pluviales rejetés par la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul d'origine interne à la plateforme et d'origine externe ;
- la part des PFAS rejetés dans le rejet d'eaux pluviales de la plate-forme d'origine interne à la plateforme et externe.

Cette étude est transmise à Monsieur le Préfet de l'Oise sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où le délai fixé à l'alinéa précédent ne pourrait pas être respecté, notamment car la mise en œuvre des dispositions associées nécessitent l'intervention de tiers (commune de Villers-Saint-Paul, ACSO, ...), l'exploitant en informe le préfet et l'inspection des installations classées a minima un mois avant son terme avec tous les éléments permettant de justifier ce retard et en proposant une nouvelle échéance.

ARTICLE 10 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Villers-Saint-Paul pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Villers-Saint-Paul fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

ARTICLE 12 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Villers-Saint-Paul, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

30 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société IWT

Le Sous-préfet de Senlis

Le Maire de Villers-Saint-Paul

Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

**Annexe 1 : Liste des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per-
polyfluoroalkylées -) dites génériques**

PFBA (375-22-4)
PFBS (375-73-5)
PFHPA (375-85-9)
PFHXA (307-24-4)
PFHxS (355-46-4)
PFNA (375-95-1)
PFOA (335-67-1)
PFOS (1763-23-1)
PFPeA ou PFPA (2706-90-3)
HFPO-DA ou HPFO-DA (13252-13-6)
PFDA (335-76-2)
PFDaA ou PFDaDA (307-55-1)
PFDS (335-77-3)
PFHpS (375-92-8)
PFPeS (2706-91-4)
PFTRDA (72629-94-8)
PFUnA ou PFUnDA (2058-94-8)
PFDoS ou PFDaS (79780-39-5)
PFNS (68259-12-1)
PFTrDS ou PFTDaS (791563-89-8)
PFUNDS ou PFUDaS (749786-16-1)
10:2 FTS (120226-60-0)
4:2 FTS (757124-72-4)
6:2 FTS (27619-97-2)
8:2 FTS (39108-34-4)
PFHxDA (67905-19-5)
PFOCDA (16517-11-6)
PFTA ou PFTeDA (376-06-7)
DONA ou ADONA (919005-14-4)
5:3 FTCA (914637-49-3)
8:2 FTCA (27854-31-5)
PFPrA (422-64-0)
6:2 FTOH (647-42-7)
6:2 FTCA (53826-12-3)
TFA (76-05-1)
Somme des 20 PFAS